

ment a atteint des proportions effrayantes puisqu'elle était de près de 1 milliard de dollars.

Des voix: Quelle honte!

M. Clark: Voilà donc nos records, et qu'il s'agisse du chômage, de la dette nationale ou de la fuite des capitaux, nous voyons que dans les grandes olympiques internationales de l'échec économique, le gouvernement bat tout le monde haut la main. Comme d'habitude, les chiffres du chômage dissimulent plus de choses qu'ils n'en révèlent. Les chiffres pour l'ensemble du pays dissimulent des disparités régionales frappantes. Parmi les provinces canadiennes dont le taux est supérieur à la moyenne nationale, on compte deux des trois provinces les plus peuplées. Jadis, si vous vous rappelez bien, Votre Honneur, le Canada jouissait d'une économie forte avec quelques points faibles et quelques régions économique déprimées. Le Canada est aujourd'hui bien engagé dans la voie de devenir un pays tout entier composé de régions à l'économie débile. Ceux d'entre vous qui trouvez le temps de rentrer chez vous et de regarder la télévision connaissent sans doute la publicité pour ces hamburgers. Le problème chez nous, c'est que le Canada tout entier souffre aujourd'hui d'une crise imputable à «Big Mac».

Des voix: Bravo!

M. Clark: Votre Honneur, nous avons besoin que le ministre des Finances, que «Big Mac» nous laisse un peu de répit. Nous en avons eu un peu sous son prédécesseur qui a tout aussi peu réussi à donner une orientation à l'économie canadienne que l'actuel titulaire de ce portefeuille au fond, ce qu'il faut c'est que le gouvernement du Canada change d'attitude lorsqu'il s'agit d'assurer le développement économique du pays.

[Français]

Monsieur le président, le chômage est un phénomène économique qui entraîne de lourdes conséquences politiques. Il force les gens à se tourner vers les solutions politiques radicales, comme ce fut le cas au Québec récemment. Au cours des derniers mois, le chômage s'est maintenu à un taux de près de 10 p. 100 dans cette province. Il est intéressant de noter, monsieur le président, que l'évolution la plus marquante du sentiment séparatiste s'est manifestée à l'extérieur de Montréal, là où le taux de chômage est généralement plus élevé que dans la métropole. C'est le résultat d'une mauvaise administration de l'économie, tant de la part de la province que du gouvernement du Canada. Mauvaise administration libérale dans les deux cas.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, l'un des phénomènes les plus marquants de l'évolution de la population active au Canada ces dernières années, c'est l'accroissement de la participation de femmes, qui est passée de 30 p. 100 il y a 15 ans à plus de 40 p. 100 aujourd'hui. Mais le chômage continue d'augmenter dans cette catégorie-là aussi. D'après les chiffres les plus récents, son taux atteint maintenant les 7 p. 100 chez les femmes de plus de 25 ans, et deux fois cela chez celles de moins de 25 ans. On ne peut se permettre de n'en pas tenir compte car, d'après la statistique du ministre responsable de la condition de la femme, au moins 43 p. 100 des femmes qui travaillent sont obligées de le faire pour des raisons économiques du fait qu'elle sont le seul soutien de famille. La crise est grave, non seulement pour les femmes en cause mais aussi pour les

familles qu'un si grand nombre de femmes sont forcées de faire vivre.

Un autre des aspects cachés de la statistique brut du chômage—brut à plus d'un égard—est la façon dont le gouvernement traite les jeunes Canadiens. Le chômage chez ces derniers est presque deux fois la moyenne nationale. Dans les provinces atlantiques, il atteint maintenant plus de 20 p. 100 de la moyenne nationale, et au Québec, presque la moyenne nationale. Les jeunes citoyens, qui, représentent le cinquième de la population canadienne, constituent les deux cinquièmes de l'armée des chômeurs au Canada. A l'âge où ils devraient se lancer dans une carrière, ces jeunes n'arrivent pas à trouver de travail ni à dénicher un moyen de faire leur apprentissage et la seule perspective qui leur reste, c'est d'être en chômage. Monsieur, ces jeunes qui représentent une couche importante de la population et qui tiennent l'avenir du Canada entre leurs mains sont marqués par le chômage, ce qui risque d'en faire à tout jamais des inadaptés sociaux. Monsieur l'Orateur, comme le montrent les derniers chiffres publiés par le Conseil canadien de développement social, outre les jeunes gens qui sont véritablement au chômage, il y en a des dizaines de milliers qui ne travaillent qu'à temps partiel ou qui occupent des emplois n'offrant aucune perspective d'avenir et tout cela, pour la bonne raison qu'il y a pénurie d'emplois à plein temps ou d'emplois intéressants.

Bref, c'est la première fois dans l'histoire du Canada que l'on voit un nombre aussi importants de gens de la même génération devenir chômeurs, à cause des programmes économiques que le gouvernement nous impose depuis neuf ans; je n'arrive pas à croire que le gouvernement ait pu oublier la génération montante! D'aucuns pensent que les jeunes Canadiens ont perdu le sens moral du travail, mais je ne suis pas d'accord. Si l'on veut que les jeunes acquièrent le goût du travail, il faut avant tout leur en procurer.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Donc, le chômage aigu chez les jeunes se traduit aujourd'hui par une baisse de notre croissance économique, par une perte de production et par un grand pessimisme quant à l'avenir du Canada. L'agitation et l'insatisfaction sociales seront le prix que l'on paiera demain pour n'avoir pas tenu nos promesses aujourd'hui. Monsieur l'Orateur, ces statistiques sont une bombe à retardement qui explosera demain.

Pour revenir à la balance des paiements, nous avons battu un autre record lorsqu'elle s'est soldée par un déficit de 1.4 milliard de dollars au dernier trimestre, ce qui porte la croissance annuelle de ce déficit à 5 milliards de dollars. L'excédent du commerce de marchandises, le plus bas depuis 1969, a été plus qu'oblitéré par un déficit de 2.5 milliards au titre des intérêts et des dividendes versés à l'étranger qui accuse, ainsi, une hausse de 30 p. 100 par rapport à 1975. Il faut s'attendre à ce que ce chiffre grimpe encore étant donné la suffisance dont le gouvernement a fait preuve l'année dernière et depuis qu'il a la responsabilité de la gestion à long terme de notre économie.

On ne peut financer nos déficits actuels qu'en hypothéquant notre avenir. Le Canada ne peut pas survivre très longtemps avec des emprunts et des sursis. Le gouvernement hypothèque l'avenir de nos enfants pour s'assurer un dernier sursis politique.